Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RECRUTEMENT PAR LA VOIE CONTRACTUELLE
DES TRAVAILLEURS HANDICAPES
A LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

***

INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES

***

Le présent dossier de candidature est composé des documents suivants :

- le dossier à compléter ;
- la liste des directions offertes ;
- la fiche d'information sur le métier d'inspecteur des Finances publiques.

Date limite de dépôt des dossiers de candidature :
15 février 2019

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

(cachet de réception)

RECRUTEMENT PAR LA VOIE CONTRACTUELLE DES TRAVAILLEURS HANDICAPES
A LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

***

DOSSIER DE CANDIDATURE
à un emploi d'INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES
à compter du 1er septembre 2019

Date limite de dépôt des candidatures : le 15 février 2019

1 - Directions sollicitées
(classées par ordre de préférence décroissant)

Se reporter à la liste des directions proposées jointe au dossier de candidature.

Choix	Département ou Code dir°	Libellé Direction (ex : DDFIP de l'Ain)
1 -	.....	.....
2 -	.....	.....
3 -	.....	.....
4 -	.....	.....
5 -	.....	.....

Vous devez déposer autant de dossiers que de directions sollicitées, dans la limite de 5 directions.

Aucune copie de votre dossier ne sera faite pour les autres directions sollicitées.

Attention : le classement des directions par ordre de préférence doit être identique pour tous les dossiers déposés sous peine de rejet de la candidature.

2 - Renseignements concernant le candidat

❑ M.
❑ Mme

Nom de naissance : .....
Nom d'usage : .....
Prénoms : .....

Né(e) le : ..... / ..... / 19.....
à ..... (ville – département) ..... (pays si naissance hors de France)

N° de Sécurité Sociale : /___/____/____/____/_____/_____/_____/____/
Nom et prénom du père : ..... né le : ...../...../.....
Nom de naissance et prénom de la mère : ..... née le : ...../...../.....

Adresse : .....

.....

Code postal : ..... Localité : .....

Téléphone Domicile : ..... - ..... - ..... - ..... -..... Portable : ..... - . ..... - ..... - ..... -.....

Adresse électronique : .....

Situation familiale : ❑ Célibataire ❑ Marié(e) ❑ Concubin(e) ❑ Pacsé(e)
❑ Divorcé(e) ❑ Séparé(e) ❑Veuf(e)

Nombre d'enfants à charge : .....

Le cas échéant, exercez-vous une activité professionnelle ? ❑ oui ❑ non

Si oui laquelle ? : .....

Dans quel secteur ? : ❑ privé

❑ public **(Attention : ce recrutement n'est pas offert aux personnes ayant la qualité de fonctionnaire titulaire)**

Dans quelle localité ? : .....

Le cas échéant, votre conjoint(e) ou concubin(e) exerce-t-il (elle) une activité professionnelle ? ❑ oui ❑ non

Si oui laquelle ? : .....

Dans quelle localité ? : .....

Diplôme le plus élevé : .....

Comment avez vous eu connaissance de ce recrutement? : ❑ courriel de « lettreinfo@hanploi.com »avec lien sur le portail du ministère de l'économie et des finances
❑ site internet (lequel ?) : .....
❑ presse ❑ autre : .....

3 - Pièces à joindre au dossier de candidature

1 - ❑ lettre de motivation ;

2 - ❑ curriculum vitae ;

3 - ❑ photocopie recto verso d'une pièce d'identité justifiant de la nationalité française ou d'une pièce justifiant que vous êtes ressortissant d'un État membre de l'Union européenne ou d'un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen (c'est-à-dire de l'un des Etats suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède ou de la Suisse). Un certain nombre d'emplois auxquels conduisent les concours sont réservés aux seuls ressortissants français. Ces emplois sont ceux qui présentent des prérogatives de puissance publique.

4 - ❑ une des pièces indiquées ci-après justifiant être bénéficiaire de l'obligation d'emploi :

- notification de la décision de la CDAPH ou de la COTOREP reconnaissant la qualité de travailleur handicapé ou attestation de demande de reconnaissance en cours,

  (Date de validité de la reconnaissance : du ……../……../…….. au ……../……../……..)
- pour les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 %, l'attestation de versement d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire,
- attestation de versement d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain,
- attestation de versement d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 modifiée relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service,
- copie de la carte « mobilité inclusion » portant la mention « invalidité » telle que définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles,
- attestation de versement de l'allocation aux adultes handicapés,
- pour les anciens militaires et assimilés, l'attestation de versement d'une pension militaire d'invalidité au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.

5 - ❑ copie du titre ou diplôme de niveau II minimum (ex : licence)

Intitulé du titre ou diplôme : ……

délivré le ……/……/…… par ……

6 - ❑ un justificatif de la participation à la « journée défense et citoyenneté » **uniquement pour les candidats âgés de moins de 25 ans** à la date du recrutement. Si cette obligation n'a pas encore été effectuée, fournir l'attestation provisoire « en instance de convocation » à la JDC, ou l'attestation individuelle d'exemption, ou l'attestation de situation administrative (en cas de perte du justificatif).

A ……, le ……

(signature du candidat)

4. Où déposer votre dossier de candidature ?

Vous adresserez vos dossiers de candidature aux ***directions sollicitées*** (les coordonnées figurent sur la liste des directions offertes pour le poste d'inspecteur des Finances publiques jointe au dossier de candidature).

Vous devez déposer autant de dossiers que de directions sollicitées, dans la limite de 5 directions pour un emploi d'inspecteur des Finances publiques.

Aucune copie du dossier ne sera faite pour les autres directions demandées.

Date limite de dépôt des dossiers de candidature le 15 février 2019

(Cachet de la poste faisant foi)

Tout dossier incomplet et/ou transmis hors délais sera rejeté.

5. Quelle suite sera donnée à votre candidature ?

Les candidatures feront l'objet d'un premier examen à la suite duquel les directions pourront convoquer les candidats sélectionnés à un ***entretien.***

A cette occasion, la Direction générale des Finances Publiques vérifie la ***validité des pièces du dossier de candidature*** ainsi que les conditions générales d'accès aux emplois publics (nationalité, droits civiques, casier judiciaire et position régulière au regard de la « journée défense et citoyenneté »).

Les candidats non sélectionnés sont avisés par les directions du rejet de leur candidature.

Le recrutement des candidats ***retenus à l'issue des entretiens*** est ensuite subordonné à la ***vérification de leur aptitude à un emploi public de l'État et la compatibilité de leur handicap avec l'emploi postulé par un médecin agréé***.

En l'absence de tout empêchement, il est procédé à la ***signature du contrat*** d'engagement (contrat à durée déterminée d'un an, à l'issue duquel le candidat pourra être titularisé).

RECRUTEMENT PAR LA VOIE CONTRACTUELLE DES TRAVAILLEURS HANDICAPÉS A L'EMPLOI D'INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES

***

LISTE DES DIRECTIONS OFFERTES

DIRECTIONS : DDFIP : Direction départementale des Finances publiques DRFIP : Direction régionale des Finances publiques			Adresse d'envoi des dossiers de candidature	Correspondants	Tél	Nombre de postes
13	DRFIP	BOUCHES-DU-RHONE	16 rue Borde 13357 Marseille Cedex 20	Mme DOISELET Pascale	04-91-17-93-74	1
22	DDFIP	COTES-D'ARMOR	17 rue de la Gare 22023 Saint-Brieuc	M. PARISOT Pierre	02-96-77-41-22	1
25	DDFIP	DOUBS	63 quai Veil-Picard 25030 Besançon Cedex	Mme BUGNET Monique	03-81-25-21-65	1
30	DDFIP	GARD	22 avenue Carnot 30943 Nîmes Cedex 9	Mme BLACHAS-PEROSANZ	04-66-36-49-22	1
35	DRFIP	ILLE-ET-VILAINE	Cité admin – av Janvier BP 72102 35021 Rennes Cedex 9	Mme GILBERT Nadine	02-99-79-80-80	1
38	DDFIP	ISERE	8 rue de Belgrade 38022 Grenoble Cedex	Mme JACQUOT Arielle Mme LEBLANC Joëlle	04-76-85-74-45 04-76-85-75-94	1
50	DDFIP	MANCHE	Cité adm. - Pce de la préfecture – BP 225 50015 Saint-Lo Cedex	Mme DEGLAVE Emmanuelle	02-33-77-52-69	1
54	DDFIP	MEURTHE-ET-MOSELLE	50 rue des Ponts CS 60069 54036 Nancy Cedex	Mme DUJON-ROTH Catherine	03-83-17-71-21	1
57	DDFIP	MOSELLE	1 rue François de Curel BP 41054 57036 Metz Cedex 1	Mme CATONI Béatrice	03-87-38-67-08	1
59	DRFIP	NORD	82 avenue Kennedy BP 70689 59033 Lille Cedex	Mme BACQUET Christelle	03-20-62-42-25	2
60	DDFIP	OISE	2 rue Molière 60021 Beauvais Cedex	Mme TAHRAT Séverine	03-44-06-35-43	1
62	DDFIP	PAS-DE-CALAIS	5 rue du Dr Brassart BP 30015 62034 Arras Cedex	Mme WIMETZ Valérie	03-21-51-91-63	1
75	DRFIP	PARIS	94, rue Réaumur 75104 Paris Cedex 02	Mme GARCIA Dominique	01-44-50-48-53	1

DIRECTIONS : DDFIP : Direction départementale des Finances publiques DRFIP : Direction régionale des Finances publiques			Adresse d'envoi des dossiers de candidature	Correspondants	Tél	Nombre de postes
80	DDFIP	SOMME	22 rue de l'Amiral Courbet 80026 Amiens Cedex 1	Mme LOPEZ Brigitte Mme BLAREL Geneviève	03-22-71-42-12 03-22-71-42-72	1
85	DDFIP	VENDEE	26 rue Jean Jaurès 85024 La Roche-sur-Yon	Mme PACAUD Isabelle	02-51-36-52-74	1
93	DDFIP	SEINE-SAINT-DENIS	13 esplanade Jean Moulin 93009 Bobigny Cedex	Mme SAAD Isabelle M. HECEK Jonathan	01-48-96-61-38 01-48-96-60-13	1
94	DDFIP	VAL-DE-MARNE	1 place du Gal Pierre Billotte 94040 Créteil Cedex	Mme LIDON Sandrine	01-43-99-36-72	1
95	DDFIP	VAL-D'OISE	5 av. Bernard Hirsch Parvis préfecture 95010 Cergy-Pontoise Cedex	M. GHORAB Mohamed	01-34-25-27-11	1
A35	Direction Nationale des Vérifications de Situations fiscales		34 rue Ampère - BP 56 75825 Paris Cedex 17	Mme BELGRAND Claude	01-44-01-67-68	1
A40	Direction Nationale d'Enquêtes Fiscales		6 bis rue Courtois 93695 Pantin Cedex	Mme ROGE Joëlle	01-49-91-81-12	1
A45	Direction des Grandes Entreprises		8, rue Courtois 93505 Pantin Cedex	Mme PAPION Lucie	01-49-91-12-71	1
B11	Direction de contrôle fiscal ILE-DE-FRANCE		274 av. du Président Wilson 93211 Saint-Denis-la-Plaine Cedex	Mme CARITTE Mireille	01-55-93-53-29	1
B31	Direction des Impôts des Non-Résidents (direction de gestion des candidatures : service d'appui aux ressources humaines)		10 rue du Centre TSA 40004 93160 Noisy-le-Grand	Mme BOUDHAU Marilyne	01-57-33-85-98	2

FICHE D'INFORMATION SUR LE METIER D'INSPECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES

Emploi de catégorie A

FORMATION INITIALE

D'une durée d'une année, elle est composée d'une formation de huit mois dans un des établissements de formation de l'Ecole Nationale des Finance Publiques (établissement de Clermont-Ferrand dans le Puy-de-Dôme ou de Noisiel en Seine-et-Marne), suivie d'une formation pratique probatoire d'une durée minimale de trois mois dans la direction de recrutement.

Ces deux périodes de formation donnent lieu à une évaluation, en vue de la titularisation dans le grade d'inspecteur des Finances publiques.

Les stagiaires reçoivent, notamment, une formation au management et à la communication, une formation financière, juridique, économique, comptable et technique.

FONCTIONS

Les inspecteurs des Finances Publiques peuvent exercer différentes fonctions qui nécessitent toutes un niveau élevé de compétence en matière juridique, fiscale et comptable, vous pourrez notamment :

- ✓ dans un service des impôts des particuliers (SIP) ou dans un service des impôts des entreprises (SIE), piloter la mission d'accueil en assurant un rôle d'expertise sur les dossiers complexes ;
- ✓ dans un pôle de recouvrement spécialisé (PRS), apporter un soutien technique sur les recouvrements à fort enjeu ;
- ✓ dans un pôle de contrôle et d'expertise (PCE), assurer le contrôle sur pièces des dossiers des professionnels ;
- ✓ en tant que vérificateur, travailler au contact direct du monde économique à travers les contrôles fiscaux d'entreprises ou de particuliers ;
- ✓ dans un service dépenses de l'Etat d'une DDFIP/DRFIP, encadrer une équipe et superviser notamment le traitement des actes de dépenses (dépenses de fonctionnement, d'investissement, marchés publics) émanant des services ordonnateurs ;
- ✓ dans une DDFIP/DRFIP, exercer votre métier d'inspecteur sur des fonctions supports en tant que chef du service des ressources humaines, de la formation professionnelle ou encore du budget-logistique ;
- ✓ dans un centre des Finances publiques, être adjoint ou chef de poste, chargé d'un secteur d'animation et d'expertise dans le secteur public local. Avoir également un rôle de conseil et de référent auprès des ordonnateurs en matière de finances locales ;
- ✓ en tant que rédacteur dans le réseau ou en administration centrale, procéder à des expertises techniques dans votre spécialité ;
- ✓ en tant qu'huissier, participer sur le terrain au recouvrement forcé des produits d'Etat, locaux et divers.